

L'économie néo-aquitaine retrouve des couleurs

Bilan économique 2018

Michèle Charpentier, Insee

En Nouvelle-Aquitaine, la croissance perdure en 2018, mais avec une moindre intensité, à l'image du PIB français qui augmente de 1,7 % après + 2,3 % en 2017. L'essor des créations d'entreprises et le bon niveau d'activité de la plupart des secteurs économiques participent à la progression de l'emploi salarié, et notamment des emplois durables, favorisant ainsi le recul du chômage.

Moins de créations d'emploi dans le tertiaire

En Nouvelle-Aquitaine, la croissance de l'emploi salarié se poursuit en 2018 (+ 0,7 %) mais deux fois moins rapidement que l'année précédente. Le redémarrage, en 2017, de l'activité dans l'industrie et la construction se confirme, au détriment du secteur tertiaire marchand, beaucoup moins créateur d'emploi que les années antérieures. En effet, le redressement économique régional, entamé en 2015, a d'abord bénéficié au tertiaire par le biais d'emplois. En 2018, l'intérim perd du terrain au profit d'emplois durables dans les autres secteurs. De plus, après deux années de stabilité, les effectifs des services aux ménages diminuent de 1,0 %.

Niveau record du taux de chômage

Même s'il diminue plus modérément qu'en 2017, le taux de chômage descend à 8,2 % fin 2018 et est légèrement inférieur au taux national. Un niveau aussi faible n'a plus été atteint depuis 2009. Parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi recule légèrement. La situation s'améliore pour les femmes comme pour les hommes, ainsi que pour les seniors. En revanche, les chômeurs depuis plus d'un an sont plus nombreux qu'en 2017. Par ailleurs, le nombre de nouvelles inscriptions à Pôle emploi diminue et les reprises d'emploi sont en augmentation. Enfin, parmi les dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle, l'apprentissage demeure le plus prisé.

L'entrepreneuriat a le vent en poupe

En Nouvelle-Aquitaine, le nombre de créations d'entreprises augmente, en 2018, deux fois plus vite qu'en 2017 et dépasse le niveau record de 2009, année de l'arrivée du statut d'auto-entrepreneur. Comme l'année précédente, tous les types d'entreprises (sociétés, individuelles « classiques » et micro)

et tous les secteurs d'activité bénéficient de ce regain d'intérêt pour l'entrepreneuriat. En revanche, après deux années de forte baisse, les défaillances d'entreprise augmentent pour la première fois depuis 2013.

Le redémarrage de l'activité industrielle se confirme

La dynamique prometteuse qu'a connu l'industrie en 2017 se confirme, en 2018, avec une progression globale du chiffre d'affaires industriel. Malgré certaines difficultés de recrutement ou d'approvisionnement, qui ont pu gêner quelques activités, la plupart des secteurs industriels s'inscrivent dans cette tendance favorable. Les carnets de commande se maintiennent à un niveau élevé. L'augmentation des investissements prévue pour 2018 ne s'est pas concrétisée et semble être reportée à 2019.

Les services marchands connaissent aussi une bonne année. Le chiffre d'affaires global de ce secteur est en progression, les activités informatiques bénéficiant de l'évolution la plus favorable. Cependant, les investissements reculent, de nouveau.

Le transport aérien poursuit son ascension

En Nouvelle-Aquitaine, grâce à une augmentation de 6 % en un an, le trafic aérien se rapproche des 10 millions de passagers en 2018. Comme l'année précédente, la fréquentation des vols nationaux est stable tandis que celle des vols internationaux continue de croître. Les lignes à bas coût concentrent la moitié des voyageurs contre un tiers au niveau national.

En 2018, le bilan de l'activité portuaire est globalement positif grâce, notamment, à la forte progression des tonnages enregistrés dans le port de La Rochelle qui compense la baisse dans le port de Bordeaux.

Sur les routes, le transport de marchandises intrarégional reste orienté à la hausse alors que les entrées et les sorties de la région continuent de diminuer.

La construction conforte sa reprise

Dans la construction, la tendance favorable des deux dernières années se poursuit en 2018. En Nouvelle-Aquitaine, la croissance dans ce secteur n'est plus tirée par le gros œuvre mais par les travaux publics dont la

production augmente de 8 % en un an. Les incertitudes pénalisent cependant l'investissement, qui se contracte.

La construction de locaux non résidentiels rebondit en 2018 : les mises en chantier progressent de 9 % en un an et les projets de 3 %. En revanche, la construction de logements est en retrait par rapport à 2017 mais les perspectives sont bien orientées. En effet, le nombre de logements autorisés est en hausse de 3 % en 2018. Dans la région, les ventes de logements neufs restent sur des volumes moyens alors que l'offre progresse et que les prix des maisons neuves augmentent jusqu'à + 11 % en moyenne.

La filière volaille se refait une santé

Dans la campagne néo-aquitaine, les éleveurs connaissent, pour la deuxième année consécutive, une baisse quasi générale de production de viande et de lait. Néanmoins, les tensions sur le marché ainsi créées permettent de soutenir les prix. Seule la filière volaille se redresse nettement après deux années pénalisées par les crises de grippe aviaire.

Quant aux cultures, soumises aux aléas climatiques, peu d'entre elles traversent l'année 2018 positivement. La production des grandes cultures est parmi les moins bonnes de ces dix dernières années. Les récoltes de fruits et légumes sont, pour la plupart, en retrait. En revanche, dans le vignoble, elles sont beaucoup plus volumineuses qu'en 2017 et de bonne qualité. De plus, la filière du Cognac, dont les expéditions continuent de progresser, contribue largement à l'excédent commercial des vins et spiritueux français.

Recul de la fréquentation des hébergements touristiques

Après trois belles années pour les hébergements touristiques néo-aquitains, l'année 2018 se révèle en retrait. Les campings comme les hôtels subissent ce déficit d'attractivité et la progression continue de la fréquentation des touristes résidant à l'étranger ne suffit pas à compenser la désaffection de ceux résidant en France. Seuls les établissements « haut de gamme » sont épargnés. ■

L'économie française en ralentissement

Bilan économique 2018

Bruno Patier, Division Synthèse conjoncturelle, Insee

L'activité américaine est portée par les mesures fiscales, celle de la zone euro ralentit

En 2018, l'activité aux États-Unis connaît un regain de croissance (+ 2,9 % après + 2,2 %) portée par un fort rebond des dépenses gouvernementales et par les mesures fiscales en faveur du revenu des ménages et de l'investissement des entreprises. En revanche, après un pic d'activité en 2017 (+ 2,5 %) inédit depuis 2007, la croissance en zone euro ralentit (+ 1,8 %) malgré une politique monétaire de la Banque centrale européenne toujours très accommodante. Cette baisse de régime affecte différemment la croissance des principaux pays : l'activité en Italie et en Allemagne se replie durant le second semestre 2018, l'activité française ralentit nettement tandis que l'Espagne conserve un rythme de croissance dynamique. La croissance britannique s'essouffle aussi un peu, sa demande intérieure ralentissant dans un contexte d'attentisme lié au *Brexit*.

L'économie française ralentit en 2018 après une année 2017 dynamique

Après avoir crû vivement en 2017 (2,3 %), le PIB français ralentit en 2018 (+ 1,7 %, *figure 1*). Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance (+ 0,7 point), plus forte contribution depuis 2012. En effet les importations ralentissent davantage (+ 1,2 % après + 3,9 %) que les exportations (+ 3,6 % après + 4,7 %). Les

entreprises déstockent en 2018 (contribuant pour - 0,3 point à la croissance annuelle, après + 0,2 en 2017), et la demande intérieure hors stock est freinée par la consommation des ménages (contribution de + 0,5 point à la croissance du PIB après + 0,7 point) et la demande publique (+ 0,3 point après + 0,4 point).

L'investissement des entreprises décélère mais reste robuste

L'investissement des ménages ralentit nettement en 2018 (+ 1,5 % après + 5,6 % en 2017), notamment en raison du repli des mises en chantier et de la stabilisation des transactions de logements anciens. Par ailleurs, l'investissement des entreprises ralentit tout en restant robuste (+ 2,8 % après + 4,7 % en 2017) dans un contexte de taux d'utilisation des capacités productives dans l'industrie manufacturière à son plus haut niveau depuis 10 ans (85,1 %).

Le rythme des créations d'emploi conduit à une baisse un peu moins rapide du chômage

L'emploi total progresse en glissement en fin d'année 2018 de + 164 000 après + 343 000 fin 2017 (dont + 150 000 sur le champ salarié marchand non agricole après + 323 000 en 2017). Ainsi, en moyenne annuelle, le taux de chômage poursuit un peu plus lentement son repli pour atteindre

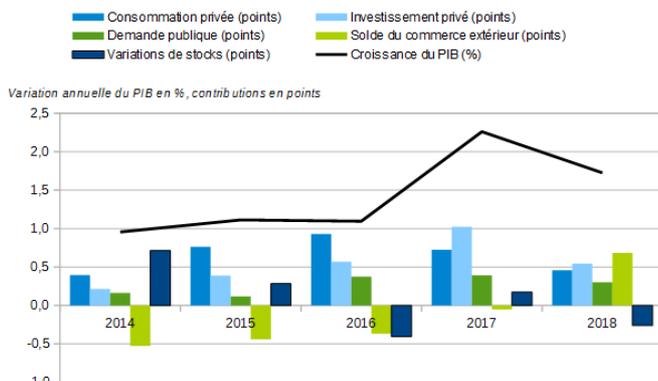
9,1 % de la population active française, après 9,4 % en 2017 et 10,0 % en 2016 (respectivement 8,8 % au 4^e trimestre 2018, 9,0 % fin 2017 et 10,0 % fin 2016).

Le pouvoir d'achat des ménages ralentit du fait de l'inflation

En moyenne annuelle, les prix à la consommation accélèrent en 2018 pour la troisième année consécutive (+ 1,8 %, après + 1,0 % en 2017), conduisant à un léger ralentissement du pouvoir d'achat des ménages : + 1,2 % après + 1,4 % en 2017 (*figure 2*).

Le ralentissement de la masse salariale provenant de celui de l'emploi joue également dans le même sens. En revanche, le ralentissement du pouvoir d'achat est atténué par l'accélération des revenus du patrimoine, des prestations sociales en espèces et le ralentissement des prélèvements fiscaux. En outre, la chronique infra-annuelle de l'évolution du pouvoir d'achat est marquée en 2018 par plusieurs mesures nouvelles (basculé CSG-cotisations sociales, réduction de taxe d'habitation, fiscalité indirecte sur le tabac et l'énergie notamment). ■

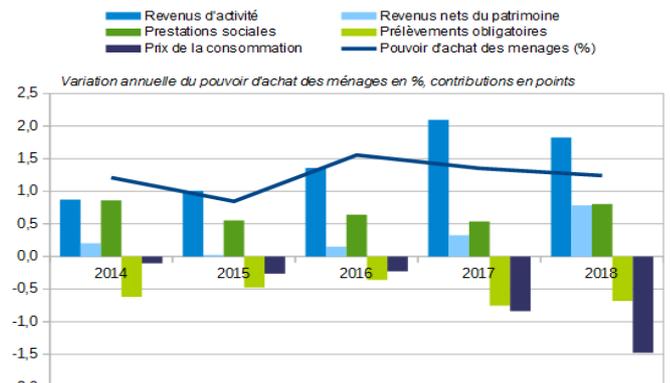
1 Les ralentissements de la consommation et de l'investissement freinent la croissance du PIB



Champ : France

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

2 Le regain d'inflation en 2018 conduit à de moindres gains de pouvoir d'achat



Champ : France

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.